



DÉTERMINÉE,

LA MOBILISATION DES AGENTS DE LA FONCTION

PUBLIQUE DOIT ENFIN ÊTRE ENTENDUE.

Ce 22 mai, les agent-e-s de la Fonction publique, se sont une nouvelle fois largement mobilisé-e-s. Des centaines de milliers de manifestant-e-s dans plus de 130 cortèges et rassemblements sur l'ensemble du territoire, et des taux de grévistes équivalents au 22 mars confirment incontestablement que, majoritairement, les agents sont en faveur d'une politique en rupture avec celle menée actuellement.

C'est la troisième mobilisation importante ces derniers mois dans la Fonction publique, réunissant pour la seconde fois l'intégralité des 9 organisations syndicales représentatives.

Ce signal fort et unitaire doit être entendu par le gouvernement concernant les revendications portées, tant pour les personnels que pour l'intérêt général et la population.

La CGT revendique des créations d'emplois statutaires, la résorption de la précarité, l'égalité professionnelle, la revalorisation des salaires qui passe par l'augmentation du point d'indice, l'abandon du jour de carence, la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers, des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions de service public.

Si, sur toutes ces questions, le Président, le Premier ministre et les ministres en charge de la Fonction publique persistent dans leurs orientations régressives et leurs refus de toute véritable négociation, c'est bien eux qui porteront l'entière responsabilité d'un conflit majeur inscrit dans la durée.

La CGT est convaincue que seule la mobilisation des agents dans les services, les administrations est en capacité de stopper le projet Action publique 2022. D'ores et déjà, elle appelle les personnels à poursuivre et amplifier la mobilisation dans les jours qui viennent et notamment au moment du rendez-vous salarial de juin. C'est ce qu'elle proposera à la réunion intersyndicale fonction publique de vendredi 25 mai.

La CGT Fonction publique réaffirme son soutien au mouvement de grève des cheminots, ciblés par la même logique gouvernementale de casse du service public et des garanties statutaires. Elle se félicite également du développement de mobilisations unitaires, notamment dans l'énergie et les activités postales et de télécommunication.

Elle appelle également à investir massivement la journée citoyenne « Marée populaire » du samedi 26 mai.

Montreuil, le 22 mai 2018.